

LA VÉRITÉ



23 Mars 1946

Prix : 2 francs

Abonnements:

26 numéros 50 fr.
52 numéros 100 fr.
C.C.P. Sauzet 3205-19 Paris

Premier journal paru dans la clandestinité (No 1 août 1940)

La commission consultative du ministère de l'Information se prononce enfin pour la légalisation de « La Vérité »

APRÈS CE SUCCÈS, INTENSIFIONS NOTRE CAMPAGNE !

Assurons la participation du P. C. I. aux prochaines élections

Pour la défense de l'U.R.S.S.

LE P. C. I. PROPOSE L'UNITÉ D'ACTION

par lettre au

Comité Central du P.C.F.

Les discours provocateurs prononcés par le tory Winston Churchill, pour le compte des financiers de Londres et de Washington, ainsi que la campagne de presse déclenchée à propos des mouvements de l'Armée Rouge en Iran, dissipent la dernière illusion sur la prétendue « bonne entente des Trois Grands ».

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, l'U.R.S.S. se trouve encerclée de l'Ouest à l'Est, du Nord au Sud, par le front hostile des impérialismes. La finance américaine, candidate à la domination du monde, est l'animatrice de tous les complots antissoviétiques. Elle ne recule devant aucun des moyens en son pouvoir, pour ouvrir à sa pénétration le marché de l'Union Soviétique, pour y abolir la propriété collective et y rétablir le système capitaliste.

Jamais, même aux heures les plus sombres de la guerre, l'U.R.S.S. ne s'est trouvée aussi gravement menacée. La puissance de ses ennemis, leur cohésion, leur redoutable avance dans le domaine des armes atomiques d'un côté, les lourdes pertes humaines de l'U.R.S.S., de l'autre côté, posent de manière aiguë aux travailleurs, cette question : COMMENT DÉFENDRE L'U.R.S.S. ?

Car les accords et traités secrets avec les Roosevelt-Truman, avec les Churchill-Atlee et avec leurs maîtres capitalistes n'ont pas empêché que le front d'encerclement se resserme. Et l'occupation des pays capitalistes des Balkans et de l'Europe centrale, la prise de position stratégique nouvelle par l'Armée Rouge, n'ont pas brisé et ne briseront pas ces encerclements.

Seule l'action de classe des prolétaires fait barrage à l'agression des capitalistes contre l'U.R.S.S., et limite leurs exigences. Les meilleurs alliés, les seuls alliés de la Russie Soviétique, ce sont les millions de grévistes américains, ce sont les G.I. qui manifestent pour leur démobilisation, ce sont les grévistes d'Angleterre, ce sont, en France, les grévistes de Lens et les rotativistes, c'est la Révolution qui gronde en Italie, en Grèce, en Espagne, ce sont les centaines de millions d'esclaves coloniaux en lutte pour leur émancipation. Car, chaque coup porté contre les capitalistes et leur appareil d'Etat, fait plus pour la défense de l'U.R.S.S. que cent traités avec leurs hommes d'Etat.

Les impérialistes savent fort bien que, pour déclencher la guerre contre l'U.R.S.S., il leur faut d'abord briser la combativité des travailleurs, semer le désarroi et le doute dans leurs rangs, domestiquer ou réduire au silence leurs organisations de classe.

Ils savent que la lutte de classe des ouvriers est plus forte que la bombe atomique. Aussi s'efforcent-ils d'endormir la vigilance des travailleurs, de les détourner de la lutte revendicative, de les lier à leurs projets de rapine par le mensonge chauvin, d'étouffer l'esprit de solidarité prolétarienne internationale.

Le P.C.I. et la IV^e Internationale sont les partisans de la défense inconditionnelle de la Russie Soviétique. Ils le restent en dépit de l'évolution rétrograde à l'intérieur de l'U.R.S.S., en dépit de la liquidation des derniers vestiges de la démocratie soviétique, en dépit de l'élimination physique de la vieille garde bolchevique, tant que restent debout les conquêtes fondamentales de la Révolution d'Octobre : la propriété collective, la planification et le monopole du commerce extérieur.

Le P.C.I. et la IV^e Internationale sont sans réserve du côté de la Russie Soviétique dans sa lutte contre l'impérialisme.

C'est pourquoi nous nous adressons à vous pour unir nos efforts dans la défense de l'Union Soviétique pour appeler en commun les travailleurs

La parution légale de « La Vérité » est en bonne voie. Dès son prochain numéro, « La Vérité » sera légale. C'est pour nous une grande victoire. Nous la devons en premier lieu à nos militants, notamment à ceux qui en assurèrent la vente malgré les arrestations policières et les agressions staliniennes. Nous la devons aussi à cette agitation qui allait grandissante dans ces dernières semaines, et qui entraîna d'importantes organisations de la classe ouvrière, comme on a pu le constater par les ordres du jour publiés. Nous la devons également à la solidarité internationale de nos partis frères, qui s'est manifestée avec vigueur et a réussi souvent à entraîner d'autres formations et individualités se réclamant du socialisme.

Devant la Constituante se trouve soumis un projet de loi électorale élaboré par les trois grands partis pour assurer leur maintien, et pour éliminer de la bataille électorale un parti comme le nôtre. En effet, ce projet prévoit l'obligation pour tous les partis de présenter des candidats dans 20 départements. Si l'on tient compte qu'il faut déposer une caution de 20.000 francs par candidat, un simple calcul montre que, pour faire acte de candidature seulement, il faut une somme supérieure à 2 millions et demi de francs. Ce projet antidémocratique n'est pas pour gêner les Partis de la bourgeoisie, mais constitue évidemment un gros obstacle pour le Parti Révolutionnaire de la classe ouvrière.

« La Vérité », organe de défense et de combat des ouvriers, des paysans pauvres et des peuples coloniaux, va mener campagne

Un projet de loi électorale antidémocratique

Si plus attendre, chacun comprendra qu'il nous faut de l'argent, encore de l'argent. Nous avons relégué au second plan notre campagne pour un million en raison de la lutte pour la légalisation de « La Vérité » et d'une campagne d'abandonnement qui réussit pleinement. Mais maintenant nous allons mettre en chantier cette campagne afin d'obtenir des résultats rapides. IL NOUS FAUT UN PREMIER MILLION POUR LE PREMIER MAI, il nous le faut

Une grande victoire ! Mais rien ne serait plus dangereux que de s'en satisfaire. La situation politique est plus mouvante et pleine d'embûches que jamais. Il n'y a qu'un moyen de consolider le succès acquis : continuer à aller de l'avant.

En premier lieu, maintenant que nous pourrions respirer plus librement, nous allons très rapidement lancer « LA VERITE » SUR UN PLUS GRAND FORMAT AVEC UN PLUS GRAND TIRAGE. C'est une tâche urgente, car nous entrons dans la période électorale et chacun de nos lecteurs comprendra aisément que le journal, notre arme principale, y jouera une place de premier plan.

Mais il nous faut aussi prévoir que ce projet a dans les circonstances présentes, de grandes chances d'être adopté. Dans ce cas, comme nous avons relevé le défi contre « La Vérité », nous ne renoncions pas à surmonter des difficultés nouvelles. La victoire acquise, loin de nous assoupir, sera tout au contraire un stimulant pour la bataille nouvelle.

Nous donnerons dans nos prochains numéros des détails précis sur nos plans et projets pour la campagne électorale. Chacun de nos lecteurs pourra juger l'intensité de notre action.

Un premier million pour le Premier Mai

pour démarrer avec puissance, pour mettre sur pieds notre intervention dans la campagne électorale. Nous demandons à chacun de nos amis, de très gros efforts, de véritables sacrifices personnels. On ne peut se contenter des souscriptions habituelles, il faut faire plus et plus vite.

Nous avons gagné la bataille de « La Vérité », nous gagnons encore cette nouvelle bataille.

LE DICTATEUR FRANCO doit être chassé

* La pression des ouvriers français a amené la direction de la C. G. T. et le gouvernement à adopter une première mesure contre la dictature franquiste : la fermeture de la frontière.

Il faut poursuivre de façon vigilante cette action. D'un côté, il faudra déjouer les manœuvres qui se dessinent déjà, dans le sens d'un « assouplissement » de ces mesures. D'un autre côté, le prolétariat français doit se mettre à la tête d'une campagne internationale pour la généralisation des mesures antifranquistes, surtout en s'adressant au prolétariat anglais et américain.

L'action commencée ne doit pas s'arrêter à mi-chemin !

français à la vigilance, pour combattre toutes les formes de l'anti-communisme. Nous assistons en France à une campagne hypocrite ou avouée, qui est l'écho des discours incendiaires de Churchill et que stimule le désir de gagner la confiance des banquiers de Wall Street. Nous voyons renaître les bandes armées des capitalistes et la dictature fourbir ses armes contre la classe ouvrière d'abord, contre l'U.R.S.S. ensuite.

Nous pensons qu'une action rapide s'impose pour étouffer dans l'œuf le complot réactionnaire et antisoviétique des capitalistes. Nous sommes prêts à mettre toutes nos forces au service de cette action commune.

Nous vous proposons de signer avec vous un manifeste dénonçant les manœuvres antisoviétiques de la finance internationale, et de mener campagne ensemble par tracts, affiches, meetings, manifestations et par voie de presse, pour informer et mobiliser les masses travailleuses de ce pays.

Nous pensons que ces propositions pratiques d'unité d'action ne doivent entraîner aucune restriction d'un côté comme de l'autre, au droit de libre critique, dans la mesure où il s'agit d'une critique politique fondée et honnête.

En raison de la gravité des menaces antisoviétiques, nous attendons une réponse rapide à nos propositions.

Nous nous tenons à votre disposition pour examiner avec vous, dans le plus bref délai, les modalités d'application.

Sincères salutations communistes internationalistes.

Le Secrétariat du P.C.I.

A LA MUTUALITÉ

Début de Front Unique contre le P. R. L.

A son meeting international le P. C. I. avait appelé les travailleurs à manifester contre le P. R. L. qui organisait un meeting « public » (?) mais non contradictoire, à la Mutualité, vendredi 15 mars. Notre Parti avait également invité la population ouvrière du quartier par tracts à venir en masse se joindre à la contre-manifestation.

Aussi ce soir-là, le service d'ordre du P. R. L. avait-il beaucoup de mal à trier les gens de la bonne société des « salopards avec ou sans casquettes » qui essayaient de pénétrer dans la salle.

Lorsque le Président veut ouvrir la séance, le chahut commence ; les équipes de J. P. R. L. se précipitent vers le premier étage et mettent à profit leur supériorité numérique et notre manque de coordination entre militants des diverses organisations ouvrières pour organiser le « vidage ».

Pendant plus d'une heure, les démagogues à la tribune devront s'interrompre pendant que le combat reprend sauvagement dans les tribunes. Les derniers « perturbateurs » se font évacuer en hurlant : « A bas le fascisme et Vive la IV^e Internationale ».

Au dehors, les flics empêchent la masse toujours plus nombreuse des manifestants de reprendre la salle d'assaut. Des orateurs du P. C. I. haranguent les camarades dont la colère gronde devant la brutalité des fascistes et la protection que la police leur accorde. Un cortège s'organise bientôt après accord entre les responsables P. C. F., J. S. et P. C. I. et c'est plus de 500 personnes qui défilent dans les rues Mouffetard, Monge, Cardinal-Lemoine etc... Coude-à-coude, militants J. S., trotskystes, communistes français, anarchistes, scandent U-ni-té contre le P. R. L., et chantent à pleine voix l'Internationale. Des fenêtres s'ouvrent, des poings levés saluent nos poings levés. Des habitants du quartier répondent à notre appel et se joignent à nous. Protégés par un rideau d'une centaine de flics, les fascistes, leur réunion finie, se hâtent de s'éloigner des lieux, poursuivis par les mots d'ordre de : *Milices ouvrières, Leclerc assassin, Libérez l'Indochine, Gouvernement Ouvrier-Paysan* répétés par des centaines de voix. Bd St-Germain, enfin les travailleurs rejoignent les P. R. L. Quelques coups de poing bien placés et nos tortionnaires de tout à l'heure

prennent la fuite jusqu'au bd St Michel. Une nouvelle collision se produit là, bien que les flics soient parvenus à disperser les manifestants ouvriers dans les rues avoisinantes. Vainement quelques P. R. L. essayent d'opposer Communistes français et Trotskystes.

Le quartier est enfin nettoyé des derniers éléments P. R. L. Un orateur du P. C. I. grimpe sur un réverbère tire en quelques instants les leçons de notre victoire finale : « nous avons été chassés de la salle, car il n'y avait pas eu un accord préalable entre les organisations représentées, car tous les partis ouvriers n'avaient pas mobilisé suffisamment de militants ».

Un camarade anar prend la parole, puis les ouvriers regagnent leur demeure par petits groupes animés : « Dire qu'on a été assez corniauds pour vous casser la gueule l'autre jour à la Mouff. », déclare un U. J. R. F. à un groupe de camarades...

Incontestablement, notre Parti, qui avait le premier appelé à contre-manifester, a paru tout au long de la soirée comme l'animateur et le dirigeant du mouvement. Mais dans toutes les circonstances, nos camarades se mirent au préalable d'accord avec les responsables J. S. et P. C. F. L'un de ces derniers nous déclara : « d'accord, vous êtes venus nombreux, mais soyez sûrs qu'à l'avenir les militants du P. C. F. ne viendront pas seulement à titre individuel comme aujourd'hui, car je demanderai au Parti d'envoyer des milliers de camarades... » Bravo, camarade, les ouvriers ont la force et le nombre, ce qui jusqu'ici a permis aux fascistes de vaincre, c'est notre division. Cessons d'échanger des coups entre nous, réservons-les pour les P. R. L. Discutons entre nous de nos divergences politiques mais sachons nous regrouper comme nous l'avons fait ce soir-là et frapper ensemble notre commun ennemi, la bourgeoisie et ses organisations.

Avant le Congrès de la C. G. T.

Le Congrès de la C. G. T. va tenir ses assises au début d'avril. C'est le premier depuis le Congrès de Nantes de novembre 1938, tenu à la veille du 30 novembre 1938, où le grandiose mouvement de juin 36 trouva son défilé.

Aujourd'hui, le Congrès se tient dans une toute autre situation, qu'il est nécessaire de dresser rapidement. A la « libération » les conditions les meilleures se trouvaient réunies pour une action de la classe ouvrière contre le capitalisme dans ce pays. Compromis dans la « collaboration » le patronat français dans son ensemble était atterré, persuadé que le prolétariat allait lui régler son compte. Les masses étaient animées d'un profond désir de changement, et cette volonté s'exprime dans le renforcement des organisations ouvrières, principalement de la C. G. T., qui groupa plus de 5 millions d'adhérents.

Cette force, les dirigeants confédérés s'employèrent à la canaliser dans les cadres de l'ordre bourgeois. A ceux qui avaient cru que la « libération » n'était qu'une étape vers le chemin de la libération sociale. Les Frachon, Reynaud, Bothureau et Cie expliquèrent que ce n'était pas le moment, que la tactique de l'heure était à la collaboration avec les patrons « patriotes ».

Tous les organismes que la classe ouvrière avait ébauchés dans l'action, furent dissous les uns après les autres. Les Comités d'usines se transfèrent en Commissions exécutives syndicales, et ce ne fut pas seulement un changement de dénomination. Les Conseils d'usines avaient des pouvoirs de contrôle très étendus sur la gestion des entreprises.

Une constante domine la politique du Bureau Confédéral, collaborer avec le patronat et avec son Etat. Comités patriotiques, comités mixtes à la production, conférences de production avec le patronat, participation aux organismes ministériels, pas un organisme où la C. G. T. ne soit représentée, où elle ne cède les représentants du patronat et les hauts fonctionnaires à sa solde.

Le résultat, nous l'avons devant nous, la reprise, malgré les plus vants communiqués de victoire, de la production, est plus aléatoire que jamais. Les prix poursuivent une hausse incessante. Les salaires sont bloqués. Le sort des masses laborieuses est de plus en plus mauvais, dans tous les domaines, du ravitaillement, des revendications ou des conditions de travail. Le chômage pointe à l'horizon, et la C. G. T. accepte sans mot dire, consent même des deux mains aux mesures de licenciement prises par le gouvernement Phillip-Gouin.

Les derniers Congrès fédéraux viennent de couronner cette dégringolade, puisque, pour la première fois, l'on vient de voir des organisations syndicales prôner le travail au rendement !

Mais pourtant, s'il y a désarroi dans les rangs de la C. G. T., ce désarroi n'a rien à voir avec le découragement qui survint le 30 novembre 1938. Aujourd'hui, dans la C. G. T., les forces qui s'opposent à la politique de capitulation, du Bureau Confédéral, sur les salaires et les revendications, se développent. Dans chaque usine, dans chaque syndicat, des ouvriers, même du P. C. F., se dressent contre l'orientation du Bureau Confédéral. Dix huit mois de recul ont démontré, à des couches de plus en plus larges, que le salut, pour les masses laborieuses, ne réside pas dans la collaboration avec le patronat, mais dans une lutte acharnée contre les patrons affameurs, et incapables d'assurer une véritable reprise de la production. Les mots d'ordre de l'échelle mobile, des nationalisations sans indemnités ni rachats, du plan de la C. G. T. exécuté sous contrôle ouvrier, trouvent un écho toujours plus puissant. Il faut que cet écho retentisse au Congrès Confédéral.

Dans le prochain article, nous traiterons du projet Croizat sur les salaires.



Le fasciste : « Ça va mal s'ils se mettent à cogner ensemble... »

Vers la véritable indépendance du VIET-NAM

Nous publions ici de larges extraits du discours prononcé par le camarade Le-Van, au nom de la Section indochinoise de la IVe Internationale, au cours du Meeting International du 12 mars.

Il y a cinq jours, une convention préliminaire a été signée à Hanoi entre les représentants de la France et ceux du Viet-Nam. Le texte de l'accord a été largement diffusé dans toute la presse française du vendredi matin 8 mars avec des commentaires plus ou moins élogieux des deux parties contractantes.

Mais l'analyse des deux points de cette convention préliminaire ne nous permet pas de nous illusionner sur la politique que le gouvernement français, à majorité socialiste-communiste, entend mener dans le Viet-Nam.

En effet, déjà le premier point de l'accord renferme deux principes contradictoires, dont la réalisation mettra en jeu la vie même de la République du Viet-Nam. Reconnaître, d'une part, le Viet-Nam comme un Etat libre au sein de l'Union française et s'engager, d'autre part, à entériner les décisions prises par les populations consultées par référendum, sont deux principes dont l'un va nécessairement à l'encontre de l'autre. Car toute la population du Viet-Nam a déjà dit dernièrement, par la voix de son président Ho Chi Minh, que le Viet-Nam doit se détacher complètement de l'Union française, même au prix de durs sacrifices, par la guerre, la destruction totale et systématique de tout ce qui doit être donné aux troupes françaises...

D'ailleurs, ce gouvernement du Viet-Nam au sein de l'Union française sera-t-il vraiment un gouvernement libre de ses décisions, ou bien toutes lois, tout décret, tout arrêté, doit-il passer avant sa mise en vigueur à l'approbation du Commissaire de France?

Ses finances seront-elles indépendantes ou inféodées à la Banque de l'Indochine, avec ses tentacules de pieuvres: la C° Française des Chemins de fer de l'Indochine, la Société Asiatique de Navigation, la Société des Houillères de Tourane, la Société cotérienne indochinoise, la C° Minière et Métallurgique de l'Indochine, l'Energie Electrique Indochinoise, la Société Française de Distillation de l'Indochine, la Société des Caoutchoucs de l'Indochine...

Camarades, devant le caractère de ces négociations, nous Bolcheviks-Léninistes, nous réclamons avant toute négociation:

- le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères françaises, anglaises, chinoises;
- le rattachement de la Cochinchine à la République du Viet-Nam;
- une Assemblée Constituante souveraine, sur l'ensemble du Viet-Nam.

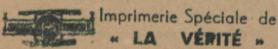
Le deuxième point de l'accord concerne la déclaration du gouvernement du Viet-Nam sur l'accueil amical réservé aux troupes françaises qui viennent relever, selon les accords internationaux, les troupes chinoises au nord du 16° parallèle.

S'agit-il ici d'un recul du gouvernement du Viet-Nam qui a déjà déclaré à plusieurs reprises que la vie et les intérêts des Français d'Indochine seront sauvegardés une fois l'indépendance du Viet Nam officiellement reconnue? S'agit-il d'une pression chinoise? Car comment expliquer la présence des troupes françaises en Indochine, quand les Japonais sont déjà désarmés, gardés et rapatriés par les troupes chinoises? Comment l'expliquer, si ce n'était pour appuyer une future campagne de mensonges, de calomnies, contre le gouvernement de Ho Chi Minh, déclencher un coup de force, kidnaper les membres de ce gouvernement, comme ils ont fait à Saigon, et remettre en Indochine l'ancienne administration coloniale.

Depuis 1940, le peuple indochinois a organisé sa résistance contre les armées japonaises. Depuis la défaite du Japon, des comités du peuple, de véritables soviets, ces soviets qui en 19 sont reconnus, soutenus par tout le mouvement ouvrier mondial et qui à l'heure actuelle leur semblent inexistant, surgissent sur le territoire indochinois. Depuis cinq mois, toute la population du Viet Nam libre et indépendant, se lève contre les armées de Leclerc dont les représailles égalent en horreur les atrocités nazies. Tout cela nous permet de déduire que le peuple Viet Namien n'est plus dans son stade de minorité politique...

En tant que militants de la IVe Internationale, nous luttons pour l'indépendance totale de l'Indochine. Pour que cette indépendance soit une indépendance véritable et serve la cause des opprimés, nous réclamons:
- une Assemblée Constituante souveraine devant réaliser;
- l'expropriation des capitaux indigènes et étrangers;

BULLETIN INTERIEUR



Imprimerie Spéciale de LA VERITE

- l'établissement d'une Banque d'Etat assurant le monopole du commerce extérieur;
- le partage de la terre aux paysans.

Les Comités du peuple déjà existants doivent être maintenus et renforcés. Le peuple Viet Namien doit se déclarer et se montrer solidaire de la cause prolétarienne de tous les pays et de tout mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde.

VIVE L'INDEPENDANCE DU VIET NAM!

VIVE LA SOLIDARITE PROLETARIENNE MONDIALE!

SALUT à «NEUER SPARTAKUS»

Le premier numéro de Neuer Spartakus, organe d'un groupe de bolcheviks - léninistes allemands vient de paraître.

« La lutte de la classe ouvrière allemande, écrivent-ils, est partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale. »

La Vérité adresse son salut fraternel à Neuer Spartakus qui sera l'organe de rassemblement de l'avant-garde prolétarienne allemande.

DES MINISTRES EN U.R.S.S.

Staline vient de supprimer le nom de Commissaire du peuple et de reprendre l'expression de ministre pour les membres du gouvernement soviétique.

Ce fait, pour petit qu'il paraisse, est très significatif. En octobre 1917, lorsque les bolcheviks prirent le pouvoir, Lénine, en constituant son gouvernement, se refusa de prendre le mot de ministre si odieusement attaché à l'état bourgeois. Pour l'état ouvrier et paysan, il voulait un autre terme et il accepta avec enthousiasme l'expression de commissaire du peuple proposée par Trotsky.

Staline a donc encore, selon son expression, liquidé un « vestige » du trotskysme. Mais, malgré toutes ses répressions et sa politique profondément réactionnaire, le trotskysme, la révolution prolétarienne n'ont pas du tout dit leur dernier mot, en U.R.S.S. aussi.

Les ministres de l'ère Staline seront plus que jamais honnis des masses; celles-ci se rappelleront les commissaires du peuple du temps de Lénine et Trotsky.

Au procès de Nuremberg

A cet interminable procès, les accusateurs ont fini de présenter leurs dossiers. Nous soulignons une fois encore que le procureur soviétique, Rudenko, n'a pas eu un seul mot, n'a pas pu trouver une seule ligne dans l'ensemble des archives du Troisième Reich et du parti nazi pour justifier les infâmes accusations des procès de Moscou contre Trotsky, la vieille garde bolchevique et les officiers de l'Armée rouge qui furent fusillés de 1936 à 1939.

C'est l'aveu implicite par ceux qui ont monté ces procès de la fausseté de leurs accusations; c'est l'aveu implicite qu'ils ont menti à profusion à la classe ouvrière mondiale.

A côté de ce résultat non recherché par ceux qui ont organisé le procès de Nuremberg, celui-ci, comme on pouvait d'autre part le prévoir, est en train de servir de tribune à la canaille fasciste. Les juges des pays alliés permettent à l'un des bourreaux du peuple allemand de se livrer à une apologie du national-socialisme.

Ce procès doit, paraît-il, durer environ une année! On comprendra que nous préférons la solution rapide des travailleurs italiens qui pendirent haut et court Mussolini sans autre forme de procès.

La Vie du Parti

PERMANENCES

GRENOBLE, Café Mayoussé, place Bir-Hakeim (ex place Malakoff). Samedi 17 à 19 h.

MARSEILLE, Bar - dégustation Noailles, angle gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail. Mercredi et Samedi de 17 à 20 heures.

BORDEAUX, 34, Cours Aristide-Briand, Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

CLERMONT-FERRAND, place Gaillard, Café National. Tous les samedis de 16 h. à 19 h. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

SAINT-ETIENNE, place du Peuple, Café Besset. Tous les samedis de 17 à 19 heures.

NANTES, Café des Amis des Sports, place de la Duchesse-Anne. Tous les samedis, de 15 h. à 19 heures.

Protestations contre l'interdiction de "la Vérité" et les arrestations de nos militants

Nous avons encore reçu un certain nombre de protestations et ordres du jour contre l'interdiction de La Vérité et l'agression policière contre le meeting du P. C. I. du 5 mars. Nous en publions l'essentiel.

De Suisse

Monsieur Defferre, Secrétaire d'Etat, Paris.

Nous sommes étonnés d'apprendre que l'organe du P. C. I., « La Vérité », est non seulement interdit en France mais qu'il a été confisqué et qu'il a été saisi. Etant donné que ce journal a paru clandestinement (nous avons vu des exemplaires parus pendant l'occupation) et que ses adhérents ont lutté dans la résistance — nous savons qu'un grand nombre d'entre eux furent déportés et tués par la puissance occupante — nous ne pouvons comprendre les mesures prises par les autorités compétentes. Cela d'autant plus que les journaux de droite paraissent légalement et bénéficient des attributions de papier.

Nous ne nous identifions nullement avec les principes répandus par le parti en question, mais sachant qu'une des traditions de la démocratie française est celle de la liberté de la presse

se nous vous prions, Monsieur le Secrétaire d'Etat de supprimer l'interdiction du journal « La Vérité ».

Les soussignés sont des intellectuels, des journalistes, des écrivains, des conseillers et membres des syndicats et partis ouvriers de Suisse.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de notre parfaite considération.

Suivent 14 signatures.

Des États-Unis

L'opinion publique ouvrière aux Etats-Unis sera soulevée par ces actions antidémocratiques. Exigez libération inconditionnelle immédiate de tous ceux arrêtés. Mettre fin à l'interférence avec meetings et publications P. C. I. Veuillez, s'il vous plaît, nous informer de l'action de votre gouvernement suite à cette protestation signée J.-P. Cannon, secrétaire national S. W. P.

Du M.L.N.

Les membres du Bureau Politique du M. L. N., réunis le mercredi 6 mars 1946, après avoir été informés de l'arrestation de 32 militants du Parti Communiste Internationaliste (IVe Internationale), dans des

conditions rappelant à s'y méprendre les méthodes en honneur sous M. Chiappe, protestent énergiquement contre l'emploi de tels procédés à un moment où s'élabore une Déclaration des Droits de l'Homme, et demandent l'élargissement immédiat des personnes mises en état d'arrestation.

Des S.F.I.O.

de la Mure-d'Isère

Motion votée à l'unanimité par la Section Socialiste S. F. I. O. de la Mure-d'Isère le 8 mars 1946

La Section Socialiste de La Mure-d'Isère,

Considérant que la République est avant tout un Régime de Liberté et de Démocratie,

Que le respect mutuel de toutes les opinions est un droit et un devoir pour chaque citoyen,

Que la Liberté de Pensée est indiscutablement un élément de progrès, et qu'à l'encontre des régimes totalitaires elle marque le souci de respecter la personnalité humaine,

Proteste contre toute atteinte à la Liberté de Pensée, et demande que soient rapportées les mesures d'exception prises contre le journal La Vérité.

LE DÉMARRAGE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Le deuxième Congrès du P. C. I. a décidé la création de la Jeunesse Communiste Internationaliste (Section française de la IVe Internationale des Jeunes). A la suite de cette décision, de nombreux camarades se sont mis au travail, et déjà, dans la région parisienne et en province, plusieurs sections de la J. C. I. fonctionnent.

Les camarades des sections parisiennes ont notamment pris part à la centre-manifestation organisée par les Partis ouvriers contre les fascistes du P. R. L. De nombreux militants participent aux ventes de La Vérité, en attendant de pouvoir diffuser, conjointement, le Journal de la Jeunesse Communiste Internationaliste qui est en préparation.

De nombreuses lettres et adresses de sympathie nous sont déjà parvenues. De l'une d'elles, nous extrayons quelques lignes:

« Je suis heureux d'apporter mon adhésion à la Jeunesse Communiste Internationaliste, parce que celle-ci renoue avec la tradition de lutte de classes, abandonnée par les autres organisations. »

Nous appelons les jeunes ouvriers, les jeunes paysans, les jeunes employés, à rejoindre nos rangs, pour combattre le fascisme qui relève la tête en France, et participer à la lutte menée par le P. C. I. pour l'instauration du socialisme.

Adresser toute la correspondance à Jeunesse Communiste Internationaliste, 19, rue Daguerre, Paris (14e).

Notre souscription

Semaine du 10 au 16 mars

Un abonné, 100 fr.; Liliane, La Mure, 2e vers., 40; Camille, La Mure, 50; G. C. 100; Daniel, 50; M. G., 180; Reynier, 50; Un Indo, 100; Un abonné, 200; Un abonné, 30; Un abonné, 100; Un abonné, 50; Un groupe d'Indo, 500; Hyères, 200. — Total: 1.650 francs.

Soutien MOR, 500; région Grenoble, 1.150; un ingénieur marxiste, 50; Armand, 200; Laniel, 5.000; Marcoux, 500; Rapp, 100; un postier rouge (3e vers.), 100.

Total: 7.600

Région Parisienne, 3e Rayon: Un professeur, 200; Walther, 100; Jacques, 50; Ferdinand, 50; un camarade, 110; un officier stalinien Rhin-Danube, 100; Claude, déporté de Dachau (2e vers.), 100; Serge, 100; Jean, 100; Hug, 100.

Total: 1.010

Nantes: Florès, 20; Bouganne, 20, La Cam, 50; Grolier, 10.

Total: 100

Nantes: Marcel, 50; Bray, 20; Jacquet, 20; Paul, 50; Louis, 10; Royer, 10; Magne D., 20; Petit Pierre, 20; Le Ranier, 25; Maurice, 10; Léon, 13; Pedro, 13; Normand, 20; Labosselle, 20; Roger, 20.

Total: 321

Non mentionné dans les listes précédentes:

Delambre, 50; Finas, 1.500; un facteur, 30; pour ce qui change, 10; une employée P. T. T., 100; sympathisant 12-13, 90; Fay à Méru, 100; un étudiant, 50; un ouvrier stalinien, 100; A. L., 18; un camarade du P. C. F., 20; sympathisant 12-13 (2e versement), 28; en souvenir de Cajot, assassiné en déportation, 2 camarades, 100; Rémi Lyon, 5; anonyme, 17; anonyme, 19; Beck (2e versement) 100; Luc, 47; pour maître De Gaulle à la retraite, 18; Jeannette, 100; sympathisants d'Onsen-Bray pour payer la caution, 100; un responsable de l'U. J. R. F., en souvenir de son père mort à la Santé, interné par les Munichois, et pour revenir aux J. C. I., 50; Thibault (Clermont-Ferrand), 100; Madeleine G., institutrice (C.-du-Nord), 100; une étudiante marxiste, 200.

Total: 3.052.

Total général: 12.083. Total des listes précédemment publiées: 18.113.

Montant total de la souscription pour le million: 30.196.

Liste n° 220. — Une internationaliste, 500; une sympathisante, 500; Francine, 100; nous, 100; un qui veut que ça change, 100; un instituteur, 500; au P. C. I., 1.000; un ancien du P. C. F., 50; M. C., 100; A. B., 200.

Total: 3.150

Liste n° 797. — Fontaine, 20; Panizzi, 50; Raphaël, 20; un camarade militaire, 10; Michel, 15; P. V., 10; Trivella, 50; Marchetti Pierre, 50; Bauchiero, 50; Marion, 20; Illisible, 20; Romanelli, 30; Sylvain, 20; Jacques, 125.

Total, 500

Un membre des Jeunes Révolutionnaires indochinois, 100; Sarlat (Dordogne), 500; une ouvrière palestinienne, 500; Tals, 1.000; groupe palestinien, 250; 1er Rayon: un Espagnol, 500; 5e R. M. T., 100; Goetz, 300.

Total: 3.250

Montant des listes précédentes: 30.196. Total général: 37.096.

GRÈVES dans l'Imprimerie

La semaine dernière, chez les imprimeurs, plusieurs grèves partielles se sont déclenchées spontanément, qui ont été partiellement couronnées de succès.

La cause des conflits était la mauvaise volonté patronale d'appliquer une circulaire prévoyant une augmentation de 9,5 % pour les travaux de luxe.

Chez Desfossez, la direction, qui refusait de discuter, a accepté une augmentation de 5 %. Au Petit Echo de la Mode, la grève a fait échouer la manœuvre patronale qui tendait à accorder l'augmentation prévue sur une autre base, 6 % ont été arrachés au patron.

Ainsi la combativité des imprimeurs portait ses fruits. L'augmentation générale de 9,5 % pour tous les imprimeurs du labour est en principe acceptée, tant par le patronat que par les pouvoirs publics.

Mais les imprimeurs ne doivent pas relâcher leur vigilance, car chacun sait que les patrons seront toujours de mauvaise foi, et depuis que le ministre du Travail Croizat est devenu le plus ferme soutien du principe du blocage des salaires, ils savent qu'ils peuvent compter sur son appui. Tant que les imprimeurs n'auront pas imposé l'échelle mobile des salaires, toute augmentation sera mangée par la hausse des prix qui, eux, ne sont pas bloqués.

A PUTEAUX

Depuis un mois, il ne se passe pas un dimanche, au marché de Puteaux, sans que nos militants diffusant la Vérité ne soient pourchassés et arrêtés par la police, opérant sur l'ordre de la Municipalité Communiste.

Le P.C.F. joint ainsi ses efforts à ceux de la bourgeoisie, saisissant la Vérité, alors que l'Epoque et le P. R. L. poursuivent leur campagne fasciste en toute tranquillité.

L'offensive du P.C.F., faite d'arguments politiques, se développe selon la méthode stalinienne bien connue de la calomnie. Les invitations au pogrome antitrotskyste de l'Eveil, organe du P.C.F., et de ses tracts venimeux conduisent à l'agression de nos camarades par les militants du P.G.F. Ce fut le cas pour l'un d'eux le 12 mars 46, à la porte de l'usine Saurer, à la réprobation générale des travailleurs de cette usine.

Dans cette situation de confusion créée et entretenue par la bourgeoisie et ses agents dans le mouvement ouvrier, ligés pour étouffer notre droit d'expression en interdisant par tous les moyens la parution et la diffusion de notre journal La Vérité, le Rayon de Puteaux-Suresnes du P.C.I. a convoqué les travailleurs de cette région à un meeting le 21 mars 1946, à Puteaux.

A l'union locale d'ARGENTEUIL

Dimanche 10 mars avait lieu un Congrès de l'union locale d'Argenteuil. Les dirigeants ne parlent que de la production sans la moindre allusion aux revendications. Seuls quelques délégués abordent cette question: notamment les agricoles de Maisons-Laffite qui, grâce à un mouvement de plusieurs jours, viennent d'obtenir une amélioration sérieuse de leur situation de vie. Le responsable du centre syndical de Taverny ayant exposé la riche expérience de son centre, Vaudel, secrétaire de l'U. R., lui demanda d'exprimer son orientation. Le camarade expliqua alors la nécessité de ne pas oublier les revendications ouvrières. Il dut partir avant la fin du discours final de Vaudel. Après son départ, Vaudel l'attaqua avec la dernière violence.

On nous écrit...

Un groupe de coloniaux

Nous avons reçu la lettre suivante signée par un groupe d'une quinzaine de coloniaux:

« Le mot « certain » est-il inconnu de vous qui n'avez pas étudié le droit? »

Nous refusons de le croire, donc ne vous serait-il pas possible de l'employer dans la VERITE comme dans votre meeting du 12 mars, à la salle des Horticulteurs.

Les S.S. de Leclerc, les affameurs, les pirates, les bandits, tous ces qualificatifs méritent-ils d'être appliqués à tous ou à certains? Veuillez préciser.

Autre chose, Monsieur Beaufre. Ne devez-vous rien aux soldats de Leclerc? Et pourtant août 1944 n'est pas tellement loin; avez-vous déjà tout oublié? ne sont-ils rien dans votre liberté? »

S.S.: peut-on appliquer ce nom aux troupes françaises? Il y a une marge entre souhaiter la restauration de l'Allemagne et se servir de ces deux mots qui n'ont eu comme départ que la fondation du régime nazi.

S'il est possible pour vous de rectifier votre article à ce sujet, je tiens à vous signaler que votre journal n'est pas vendu régulièrement aux emplacements habituels: Porte de Clignancourt.

Il est certain que, dans l'armée Leclerc, il y a des ouvriers qui ont eu sincèrement servir la cause de la liberté. Mais ce n'est pas leur bon vouloir qui est en cause. Le capitalisme français est désireux d'assurer le maintien de ses privilèges en France et ses rapines dans les colonies. Les troupes qu'il possède sont organisées à cet effet; il procède peu à peu à leur sélection, éliminant les anciens F.F.I. qui étaient animés par un idéal confus et forme peu à peu des troupes de choc, comme on vient de le voir en Indochine.

Alpes-Maritimes

Nous extrayons de la lettre d'un technicien de la S. N. C. A. S. E., secrétaire général de la Fédération charentaise des Jeunes Communistes en 1935-36, ex-responsable P.C.F. des Alpes-Maritimes, interné sous Vichy au camp de concentration de Nexon, les passages suivants:

« ... Il règne sur la Côte d'Azur un marasme d'une exceptionnelle grandeur (le mot est à la mode). Le tourisme est inexistant et, de ce fait, l'industrie hôtelière, surtout depuis le départ des Américains, est sans activité; le chômage est pour ainsi dire total dans cette branche. Dans le bâtiment et les travaux publics, par défaut de matériaux, la situation est semblable.

Dans l'industrie aéronautique, après avoir travaillé 60 heures par semaine, nous traversons une période très critique provenant d'une réduction massive de commandes d'avions de transports. Nous nous demandons chaque jour comment nous sortirons de cette impasse. Des constructions extra-aéronautiques sont envisagées, mais qui passera les commandes? Et quel est l'organisme qui fera les avances de

crédits indispensables pour commencer ces fabrications? Jusqu'à présent, toutes nos questions sont restées sans réponse. Chacun sait que le ministre des Finances a consciemment dilapidé les deniers de l'Etat sur l'ordre des Trusts (38 milliards de subventions à la S.N.C.F.) et que cette politique prodigue a placé le gouvernement au pied du mur d'argent, la caisse étant à peu près vide. Voilà devant quelle

L'atmosphère dans les usines et dans les Syndicats est irrespirable. Il est inutile de te dire pourquoi. Tu ne peux pas t'imaginer jusqu'à quel degré montent les abandons. C'est un véritable cataclysme qui s'abat sur le mouvement syndical et qui risque de le dissocier. Le plus remarquable est la dictature d'une caste de privilégiés salariés, arrivistes pour la plupart, de culture médiocre, qui s'exerce contre d'autres salariés. Ce qui se passe en U.R.S.S. se retrouve ici intégralement copié. Se dresser contre ce courant désastreux, expose à des sanctions sévères allant jusqu'à la déportation. Il paraît que les actes

Angers-Trelazé

Ces derniers jours, je me rends chez Mme Canonne, adjoint au maire S.F.I.O., pour lui demander de signer notre liste de pétition réclamant la parution libre de la Vérité.

Mme Canonne déclare: « Je ne peux signer cela. » Je réponds: « Etes-vous pour la liberté de la presse ouvrière? »

« Oui, bien sûr, dit-elle, mais là, il ne s'agit pas de la liberté de la presse en général, il s'agit d'un cas particulier. »

Un peu éccœuré, je rétorque: « Oui, vous êtes pour les sauvetages en général, mais si on crie « un homme à la mer », vous répondez: « C'est un déchet, c'est un cas particulier. »

« Que pensez-vous de cette « socialiste », camarades? Mais attendez, l'histoire ne s'arrête pas là.

À propos « d'œuvres sociales », aujourd'hui je lis dans Le Courrier de l'Ouest, M.R.P., un article de la socialiste Canonne. Elle réclame des marraines... pour nos « petits soldats en Indochine ». Lisez ce passage:

« Ils s'enfoncent dans la brousse, le danger les guette, il faut que tous ces jeunes sentent que la France ne les oublie pas. En retour, n'auront-ils pas, eux aussi, matière pour nous distraire, leur grand voyage, leur vie de coloniaux, etc., etc.

« C'est avec plaisir que je recevrai chaque semaine les dons, etc... »

« Déjà les dons précédents m'ont permis d'envoyer quatre harmonicas. »

Ces extraits sentent mauvais, aussi je n'en cite pas davantage.

Les spadassins de Leclerc massacrent un peuple qui veut vivre libre, ils démolissent les locaux socialistes et brutalisent les militants S.F.I.O.

Il y a un drôle de bal à Saïgon! et c'est la socialiste Mme Canonne qui offre les harmonicas.

Mais qu'en pensent les socialistes d'Angers et de Trelazé?

ABONNEZ-VOUS A « LA VERITE »

Nom. Adresse. Désire m'abonner à « la Vérité » pour 26 numéros: 50 fr. 52 numéros: 100 fr. (Rayer la mention inutile) Renvoyez de suite ce bulletin à l'adresse suivante: « LA VERITE », 19, RUE DAGUERRE, et les mandats au C.C.P. E. Saujet, 3205-19, Paris.